



tention de se plier à ces conditions, le groupe armé palestinien n’a pas encore mis ses annonces en pratique, notamment face au gouvernement israélien qui bloque *de facto* leur mise en application.

Alors Rita Lifschitz en est persuadée : les combattants du Hamas « s’entraînent toujours, comme avant le 7-October ». Mais elle se rassure comme elle peut : « L’armée est sur la “ligne jaune” (une démarcation qui divise la bande de Gaza en deux, NDLR), donc il y a moins de possibilités pour le Hamas de revenir nous attaquer. » Depuis le cessez-le-feu, l’armée reste en contrôle de plus de 60 % du territoire palestinien. Cette méthode a été, depuis, appliquée (à d’autres échelles) à d’autres frontières d’Israël : au Liban, comme en Syrie.

Des zones tampons

« Une nouvelle stratégie israélienne qui consiste à installer une zone tampon sur toutes les frontières où il y a un acteur hostile à Israël », détaille Sarit Zehavi, une ancienne officier du renseignement israélien, aujourd’hui présidente du centre de recherches Alma. Israel Katz, ministre de la Défense, l’a affirmé en juin dernier : « Nous ne transigerons pas sur l’intérêt suprême de sécurité d’Israël : protéger nos soldats et préserver nos citoyens, et nous ne nous retirerons pas des zones de sécurité. » A Gaza, la mise en place d’une force internationale d’interposition piétine. Selon des informations du *Guardian*, le gouvernement israélien aurait refusé l’établissement d’une première base militaire proposée par les Etats-Unis.

Depuis son premier mandat en 1996, Bibi a mené une demi-douzaine de guerres à Gaza. Après ces trois dernières années d’opérations majeures, il a certes assené un coup sévère au groupe armé palestinien. Mais en 2025 déjà, un rapport de l’Institut français pour les relations internationales pointait que « les succès tactiques sur le terrain ne peuvent faire l’économie de succès sur le plan de la guerre des opinions. Afin de mener à bien son effort de guerre, Israël est dépendant de la communauté internationale, et principalement des Etats-Unis ». Aujourd’hui, Israël est isolé davantage encore. Plus que jamais. Dirigé par Binyamin Netanyahu ou non, le prochain gouvernement devra trouver une voie pour sortir du cercle vicieux des guerres sans fin, qui alimente l’hostilité de ses voisins. La population israélienne, elle, fatigue. Depuis un point de vue sur Gaza, à quelques kilomètres de Nir Oz, un réserviste regarde l’enclave palestinienne. La semaine prochaine, il y entamera sa cinquième mission : « Si je n’y vais pas, qui d’autre ? »

Avec le soutien du Fonds pour le journalisme en Fédération Wallonie-Bruxelles.



Je pense que le gouvernement se bat juste pour le principe de se battre. Ce n’est pas dans leur manuel de chercher une autre mesure de sécurité

Oren Lew
Habitant du kibboutz israélien de Nir Oz



COMMENTAIRE

PAULINE HOFMANN

Israël-Palestine : y a-t-il un après Binyamin Netanyahu ?

Quelqu’un va-t-il encore bien, en Israël et en Palestine ? Des questions et des angoisses existentielles torturent chacun et chacune des dizaines de personnes que *Le Soir* a rencontrées au cours d’un grand reportage. Pendant deux semaines, en septembre, nous nous sommes rendus le long de la Ligne verte, la ligne de démarcation entre Israël et les Territoires palestiniens occupés. Des centaines de kilomètres avalés pour tenter de comprendre quel futur attend encore les Israéliens et les Palestiniens... Dans moins d’une semaine, Binyamin Netanyahu remettra son mandat de Premier ministre en jeu lors d’élections législatives. Une première de-

puis le choc historique des massacres du 7-October. Ce dirigeant surclivant et surpuissant (qui pourrait bien survivre à ces élections) a enfoncé dans l’abîme Israël et les Territoires palestiniens occupés lors de ses deux décennies comme chef du gouvernement. Du kibboutz de Nir Oz à Jérusalem en passant par Ramallah, il est difficile de trouver matière à optimisme. « L’existence même des Palestiniens est menacée », estime Rula Hardal, activiste palestinienne. Aller en Israël et dans les Territoires palestiniens, c’est en effet se confronter à la violence, à l’injustice, à des discours haineux (voire génocidaires). S’y habituer est impossible tant la liste des

mauvaises nouvelles est longue : des massacres sans fin à Gaza (qualifiés de génocide par les grandes ONG internationales et une commission d’enquête de l’ONU) ; une colonisation de plus en plus violente et virulente en Cisjordanie ; des Palestiniens étouffés par les restrictions imposées par l’occupation ; une population israélienne perdue ou radicalisée, divisée et profondément inquiète sur son avenir, sans compter le traumatisme toujours très lourd des attaques du Hamas il y a trois ans... La peur, le ressentiment et même la haine, l’épuisement et l’absence d’espoir dominant les conversations que nous avons eues. « L’un des aspects déchirants de l’héritage

de Netanyahu, c’est qu’il a tué l’espoir chez les jeunes qui n’ont pas connu l’époque des accords d’Oslo », nous disait l’activiste israélienne May Pundak. Et elle en sait quelque chose, elle qui est la fille d’un des architectes de ce premier et dernier grand accord de paix. Les plaies sont à vif. Mais un jour, ces blessures aux racines anciennes devront se refermer pour pouvoir enfin offrir la vie qu’ils méritent aux Palestiniens et aux Israéliens, des droits égaux, une même liberté. Les cicatrices seront toujours là. Pendant des décennies encore. Bien après Binyamin Netanyahu.

Avec le soutien du Fonds pour le journalisme en Fédération Wallonie-Bruxelles

